



## L'économie africaine en 2004 : des perspectives prometteuses ?

par Nicolas Pinaud et Lucia Wegner

*Repères n°6 découle des Perspectives économiques en Afrique 2004/2005, une co-édition de la Banque africaine de développement et le Centre de développement de l'OCDE*  
[www.oecd.org/dev/pea](http://www.oecd.org/dev/pea)

S'appuyant sur une croissance mondiale soutenue et la hausse du cours des matières premières, l'Afrique a enregistré en 2004 d'excellentes performances économiques, les meilleures depuis de nombreuses années. Cependant, si ces résultats récents ne sont pas uniquement à porter au crédit de facteurs externes, les pays d'Afrique ne sont toujours pas dotés des « amortisseurs » nécessaires pour résister aux chocs internes (la sécheresse et les inondations, l'instabilité politique, le VIH-sida, etc.) et externes (par exemple la volatilité du cours des matières premières et des taux de change). Ils restent donc extrêmement vulnérables. Dans ces circonstances, créer les conditions propices au développement de moteurs internes de croissance (à commencer par un secteur privé dynamique) constitue la priorité absolue.

### La croissance la plus forte que l'Afrique ait connue depuis des années

L'Afrique n'avait pas affiché d'aussi bonnes performances économiques depuis des années. Les pays du continent bénéficient d'une croissance mondiale relativement dynamique, et notamment de la progression de la demande de matières premières, dont les cours augmentent, de l'amélioration des politiques macro-économiques intérieures et de l'apaisement des conflits dans de nombreux pays. Si des problèmes graves persistent, tels que la catastrophe humanitaire dans l'ouest du Soudan, la crise politique au Zimbabwe et les conflits en Côte d'Ivoire, les perspectives n'avaient pas été aussi favorables depuis bien des années dans une grande partie du continent.

Le niveau de croissance en 2004, 5.1 pour cent, qui représente un record sur les huit dernières années, masque néanmoins des disparités importantes entre les pays. L'envolée des cours du pétrole et des métaux, la dépréciation du dollar, des cours du coton au plus bas et les invasions de criquets dans la région du Sahel ont affecté les pays de diverses manières.

La reprise économique et le renchérissement général des matières premières à l'échelle mondiale ont donné un élan aux exportations africaines de pétrole et de métaux. Certains pays exportateurs ont pu exploiter de nouveaux gisements en Afrique australe et centrale (Angola, Guinée équatoriale et Tchad). Cependant, l'Afrique de l'Ouest a pâti de la baisse des cours du coton et du cacao. La vive appréciation de l'euro a eu un impact négatif sur les membres de la zone franc, tandis que le raffermissement du rand sud-africain a affecté les économies d'Afrique australe dont la monnaie est amarrée à celle de l'Afrique du Sud.

L'Afrique a également bénéficié d'une augmentation de l'aide publique au développement ces trois dernières années, même si une large partie de ce surcroît s'explique par l'aide d'urgence et l'allègement de la dette. Les bons élèves, tels que l'Éthiopie, le Mozambique et la Tanzanie, ont reçu l'essentiel de ces fonds. Inversement, l'aide au Zimbabwe et à la République centrafricaine a considérablement décliné, en raison de l'aggravation des problèmes de gouvernance. Malgré cette progression des niveaux d'aide, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) restent sous-financés (de plus de 40 milliards de dollars au total) et les avancées sur la plupart des huit objectifs fixés pour 2015 demeurent limitées (tableau).

## Progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

	<b>Objectif 1</b>	<b>Objectif 2</b>	<b>Objectif 3</b>	<b>Objectif 4</b>	<b>Objectif 7</b>
	<b>Réduire l'extrême pauvreté et la faim</b>	<b>Assurer l'éducation primaire pour tous</b>	<b>Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</b>	<b>Réduire la mortalité infantile</b>	<b>Assurer un environnement durable</b>
<b>Cibles</b>	Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim	Donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux d'enseignement	Réduire des 2/3 le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable

Nombre d'objectifs probablement achevés

Indices	Proportion de la population qui souffre de la faim		Taux net de scolarisation dans le primaire		Enfants atteignant la 5 <sup>e</sup> année		Pourcentage de filles par rapport aux garçons inscrits dans le primaire		Pourcentage de filles par rapport aux garçons inscrits dans le secondaire		Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1.000 vivants)		Accès à des points d'eau aménagés		
	(en % de la pop.)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)		
<b>Classement selon l'IDH</b>															
107 Afrique du Sud	..	En bonne voie	..	En bonne voie	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Atteint	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	4 sur 7
106 Algérie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	4 sur 7
161 Angola	Léger retard	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	2 sur 7
158 Bénin	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	3 sur 7
126 Botswana	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	5 sur 7
169 Burkina Faso	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	2 sur 7
171 Burundi	En recul	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	1 sur 7
135 Cameroun	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	1 sur 7
100 Cap Vert	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	5 sur 7
137 Comores	En recul	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	3 sur 7
136 Congo	Léger retard	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	2 sur 7
155 Congo RDC	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	1 sur 7
156 Côte d'Ivoire	Léger retard	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	1 sur 7
149 Djibouti	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	3 sur 7
115 Égypte	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	6 sur 7
157 Érythrée	Retard important	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	2 sur 7

168	Éthiopie	En recul	Retard important	..	En recul	En recul	En recul	En recul	Retard important	..	En recul	En recul	Retard important	0	sur 7
117	Gabon	En recul	Atteint	..	Atteint	..	..	..	Retard important	..	..	Retard important	Retard important	2	sur 7
160	Gambie	Retard important	En bonne voie	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	3	sur 7
129	Ghana	Atteint	En bonne voie	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Léger retard	Léger retard	4	sur 7
159	Guinée	En recul	Retard important	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	Retard important	En bonne voie	Retard important	2	sur 7
167	Guinée Bissau	..	Retard important	..	..	..	..	..	Retard important	Retard important	..	..	..	0	sur 7
111	Guinée équatoriale	..	En bonne voie	..	..	..	..	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	2	sur 7
134	Kenya	Retard important	Atteint	..	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	En bonne voie	En bonne voie	En recul	Léger retard	3	sur 7
132	Lesotho	Léger retard	Atteint	..	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Retard important	En bonne voie	4	sur 7
999	Libéria	En recul	Léger retard	..	..	..	..	..	Léger retard	Retard important	Retard important	Retard important	..	0	sur 7
64	Libye	Atteint	Atteint	..	..	..	..	..	Atteint	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	3	sur 7
147	Madagascar	En recul	Atteint	..	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Retard important	Retard important	3	sur 7
163	Malawi	En bonne voie	En bonne voie	..	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Léger retard	Léger retard	4	sur 7
164	Mali	Retard important	Retard important	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	En bonne voie	3	sur 7
123	Maroc	En recul	En bonne voie	Retard important	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	5	sur 7
67	Maurice	En bonne voie	Atteint	En bonne voie	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	En bonne voie	Atteint	7	sur 7
152	Mauritanie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	3	sur 7
170	Mozambique	Léger retard	En recul	..	En recul	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	..	0	sur 7
122	Namibie	Atteint	Atteint	..	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Retard important	Atteint	5	sur 7
172	Niger	Léger retard	Retard important	..	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	..	0	sur 7
148	Nigeria	Atteint	Léger retard	..	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	Léger retard	1	sur 7
150	Ouganda	Léger retard	En bonne voie	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	Retard important	Léger retard	Léger retard	2	sur 7
165	Rép. centrafricaine	Retard important	Retard important	..	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Atteint	1	sur 7
162	Rwanda	Retard important	Atteint	..	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	Atteint	En recul	..	2	sur 7
119	São Tomé-et-Principe	..	En bonne voie	..	..	..	..	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	1	sur 7
154	Sénégal	En recul	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	4	sur 7
47	Seychelles	..	Atteint	En bonne voie	..	..	..	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	..	3	sur 7
173	Sierra Leone	En recul	..	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	..	1	sur 7

999	Somalie	En recul	..	..	..	..	..	Retard important	Retard important	0	sur 7
139	Soudan	En bonne voie	Léger retard	..	..	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	3	sur 7
125	Swaziland	Retard important	En bonne voie	Retard important	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En recul	3	sur 7
151	Tanzanie	En recul	Atteint	Retard important	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	Retard important	Retard important	4	sur 7
166	Tchad	En bonne voie	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	2	sur 7
141	Togo	En bonne voie	En bonne voie	..	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	Retard important	2	sur 7
97	Tunisie	Atteint	Atteint	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	7	sur 7
153	Zambie	En recul	Atteint	..	En bonne voie	En bonne voie	En bonne voie	En recul	En recul	2	sur 7
128	Zimbabwe	Retard important	En bonne voie	..	En bonne voie	Retard important	Retard important	En recul	En recul	3	sur 7
	<b>Atteint</b>	5	12	0	13	7	0	0	8		
	<b>En bonne voie</b>	10	19	7	16	12	11	19	19		
	<b>Léger retard</b>	8	7	0	2	0	3	5	5		
	<b>Retard important</b>	8	7	5	9	0	27	5	5		
	<b>En recul</b>	16	5	2	1	11	11	1	1		
	<b>Pas de données</b>	6	3	39	12	2	1	15	15		
	<b>Total</b>	53	53	53	53	53	53	53	53		
	<b>Ratio de performance satisfaisante</b>	<b>28.3%</b>	<b>58.5%</b>	<b>13.2%</b>	<b>54.7%</b>	<b>35.8%</b>	<b>20.8%</b>	<b>50.9%</b>			
	<i>(Atteint et en bonne voie)</i>										

Source : Banque africaine de développement et Centre de développement de l'OCDE, *Perspectives économiques en Afrique* (2004/2005), tableau 5 dans la Vue d'ensemble.

Favorisée par des conditions météorologiques favorables en Afrique de l'Est, centrale et australe, la production agricole a rebondi (principalement en Éthiopie, au Malawi, en Zambie et au Rwanda). En revanche, en Afrique de l'Ouest, elle a été pénalisée par les invasions de criquets, dont l'impact a toutefois été contenu par le traitement précoce des zones infestées.

Une politique macro-économique prudente a contribué à la reprise enregistrée en 2004. Malgré la flambée des cours du pétrole, l'inflation a atteint des niveaux historiquement bas. La faiblesse de l'inflation à l'échelle mondiale a notamment profité aux pays dont le taux de change est rattaché à une autre monnaie, tels que ceux de la zone CFA, tandis que la prudence des politiques monétaires a joué un rôle clé dans un nombre croissant d'économies à régime de change flottant. La hausse des cours des matières premières a eu des retombées positives sur les finances publiques des pays exportateurs de pétrole.

### Une croissance soutenue s'annonce, mais n'est pas dépourvue de risques

Cette croissance soutenue devrait se poursuivre en 2005 et 2006, bien qu'au rythme légèrement plus modéré de 4.7 pour cent en 2005, avec la dissipation de l'effet des nouveaux gisements en Afrique centrale. L'Afrique de l'Ouest devrait enregistrer de meilleures performances en 2005 et 2006, tandis que la tendance positive en Afrique de l'Est et en Afrique australe perdurera sur les deux prochaines années, grâce à la progression de la production pétrolière en Angola et à l'embellie en Afrique du Sud. Les perspectives optimistes restent néanmoins tributaires de la poursuite de l'expansion de l'économie mondiale, d'un apaisement généralisé des conflits régionaux et de conditions météorologiques favorables.

Les économies africaines risquent en effet d'être confrontées à des chocs, externes ou internes, mondiaux ou locaux. Ces perspectives positives pourraient ainsi être compromises par :

- Un ralentissement de l'économie mondiale : les déséquilibres s'accumulent au niveau mondial (à commencer par les vastes déficits courant et budgétaire des États-Unis et une quasi-surchauffe en Chine). Des ajustements macro-économiques sont donc inévitables. Il pourrait s'ensuivre un repli des cours des matières premières, une nouvelle dégringolade du dollar, voire une hausse des taux d'intérêt à l'échelle du globe. Les pays d'Afrique souffriraient alors d'une détérioration de leurs termes de l'échange, d'une érosion de leur compétitivité (particulièrement pour les pays rattachés à l'euro) et pour certains (Afrique du Sud, par exemple) d'une hausse de leur coût de financement.

- Le spectre des conflits régionaux. En Afrique, ces conflits demeurent non seulement la principale menace qui pèse sur la démocratie et les droits de l'homme, et ils compromettent également les performances économiques des pays et les efforts consentis en matière de lutte contre la pauvreté. La République démocratique du Congo se trouve ainsi en pleine transition vers la paix et la démocratie, mais des nouveaux affrontements à l'est pourraient compromettre ces progrès. En Côte d'Ivoire et dans la région du Darfour, au Soudan, les conflits s'enlisent et une propagation aux pays voisins n'est pas entièrement exclue.
- Une météorologie défavorable et des invasions de parasites peuvent détruire les cultures dont certains pays d'Afrique dépendent de manière vitale pour la croissance, le revenu des ménages, la lutte contre la pauvreté rurale, les revenus d'exportations et les recettes fiscales.

La définition de stratégies destinées à atténuer la vulnérabilité du continent à des chocs internes et externes est donc indispensable, en particulier des mesures facilitant leur adaptation aux variations de l'environnement, telles que les fluctuations des cours des matières premières (comme le coton) et les évolutions des accords commerciaux internationaux (par exemple la levée des quotas sur le textile).

La capacité d'absorber le surcroît d'aide attendu des bailleurs doit être renforcée. Il faut pour cela mettre en œuvre des réformes ambitieuses, en particulier pour que les OMD soient atteints sans que soit mise en péril la stabilité macro-économique.

Enfin, il convient d'encourager la diversification des économies africaines par des réformes structurelles, une amélioration de l'environnement des affaires et une meilleure gouvernance.

## L'Afrique et son environnement international : relever le défi de la qualité de l'aide et de la compétitivité

### ***Les flux d'aide doivent être plus abondants, mais aussi plus efficaces !***

Cette année, de grands espoirs ont été placés dans le sommet du G8 de juillet, et on attend une action significative en vue d'un nouvel allègement de la dette, du soutien à une libéralisation des échanges favorable aux plus pauvres et d'un accroissement de l'aide. Pourtant, le système d'aide au développement demeure très fragmenté. Ces deux dernières années, on a observé une progression inégale des nouvelles initiatives visant à simplifier les procédures et les pratiques des bailleurs, à recentrer l'action sur les résultats concrets pour le développement et à adopter des

dispositifs communs en matière d'approches sectorielles et d'appuis budgétaires s'appuyant davantage sur les systèmes nationaux et améliorant la coordination entre les donneurs. L'aide projet demeure le mode principal d'attribution de l'aide au développement, et passe généralement par des structures parallèles gérées par les bailleurs. Les liens historiques et les intérêts stratégiques continuent de déterminer l'allocation des fonds, faisant de certains destinataires des « chouchous » des bailleurs, au détriment de pays « laissés pour compte ».

Les flux d'aide doivent également devenir plus prévisibles, ce qui contribuerait à leur efficacité. Seule une minorité de bailleurs bilatéraux prennent aujourd'hui des engagements pour l'avenir. Cette volatilité des flux d'aide compromet gravement la capacité des pays africains à planifier leurs dépenses publiques et les empêche ainsi d'entreprendre les investissements stratégiques nécessaires à la réalisation d'objectifs de développement de long terme.

Parallèlement, il convient de faire en sorte que les populations locales s'approprient les programmes de réforme. Ces derniers doivent tenir compte de la diversité des pays bénéficiaires, notamment en termes de capacité d'absorption de l'aide, de mobilisation de ressources financière au plan domestique et international. Ils doivent également tenir compte des circonstances particulières telles que l'occurrence de chocs ou de conflits.

### ***La compétitivité de l'Afrique doit être renforcée***

Le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha s'est ouvert en 2001 sur la promesse de réduire les subventions agricoles dans les pays développés et de démanteler les obstacles commerciaux interdisant l'accès des produits africains aux marchés. Jusqu'ici, les progrès sont très limités, particulièrement en matière de libéralisation de l'agriculture. Malgré les efforts impressionnants déployés par le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad pour réformer leur filière du coton, le maintien de subventions dans les autres pays déprime les cours mondiaux et porte préjudice au secteur.

Au premier semestre 2004, un nouveau cadre a été mis en place, qui prévoit l'élimination des subventions à l'exportation, en particulier pour le coton, la réduction des aides nationales qui faussent les échanges et un abaissement substantiel des droits de douane. Toutefois, il reste encore à arrêter un échéancier précis de mise en œuvre de ces mesures.

La levée des quotas sur les échanges dans les secteurs du textile et de l'habillement à compter de 2005 devrait poser un problème aux pays africains exportateurs de textile. En effet, ces derniers (les pays d'Afrique du Nord, Maurice, Madagascar et le Lesotho) vont devoir faire face à la

concurrence des pays d'Asie, en particulier de la Chine. Les exportations africaines sont particulièrement vulnérables, car elles sont destinées essentiellement aux marchés des États-Unis et de l'Union européenne, et sont concentrées sur des produits jusqu'ici contingentés, pour lesquels la concurrence devrait s'intensifier après la levée des quotas sur le textile.

Dans ce contexte, le traitement préférentiel accordé au textile africain sur les marchés américain et européen pourrait ne plus faire la différence. Du fait de la suppression des quotas à l'échelle mondiale, l'avantage représenté par le traitement préférentiel consenti au textile africain par les États-Unis (AGOA, *Africa Growth and Opportunity Act*) et l'Union européenne (TSA, Tout sauf les armes) se trouvera amoindri qu'il s'agisse de la compétitivité des textiles africains ou de l'intérêt pour les investisseurs directs étrangers d'investir dans le secteur textile du continent.

L'intensification de la concurrence des pays d'Asie illustre le défi plus large que doit relever l'Afrique pour préserver sa compétitivité et gagner des parts sur le marché mondial des produits manufacturés.

## Des « amortisseurs » macro-économiques pour l'Afrique

### ***L'assainissement budgétaire doit être poursuivi***

Dans la plupart des pays d'Afrique, les finances publiques affichent des faiblesses structurelles. Elles sont fortement tributaires des financements extérieurs concessionnels, et connaissent des problèmes d'absorption. Les dépenses d'investissement et celles consacrées à la lutte contre la pauvreté restent modestes à l'aune de critères internationaux. Surtout, en raison de la faible diversification des économies locales, les recettes publiques sont très vulnérables aux fluctuations des cours des matières premières.

Néanmoins, certains progrès ont été constatés dans la programmation budgétaire à moyen terme, qui pourraient ouvrir la voie à une utilisation contra-cyclique des ressources budgétaires, en particulier dans les pays producteurs de pétrole. Plusieurs pays se sont récemment engagés à accroître la transparence de leurs recettes pétrolières et à formuler une politique budgétaire s'inscrivant dans un cadre de dépenses à moyen terme. Les engagements dont la soutenabilité financière n'est pas assurée et qui ont eu, fréquemment dans le passé, pour corollaire des cycles d'expansion-récession, pourront ainsi être évités (encadré).

### ***Les taux de change au service de la compétitivité externe?***

À l'heure où les taux de change connaissent d'amples fluctuations (c'est en particulier le cas du dollar américain face au franc CFA ou au rand sud-africain), le maintien de la compétitivité-prix au plan international pourrait devenir une priorité des décideurs africains, ce qui supposerait d'accentuer la flexibilité des taux de change. Si une telle mesure ne devrait pas soulever de difficultés particulières pour les pays à régime de change flottant « encadré » (c'est-à-dire opérant à l'intérieur d'une fourchette pour les besoins de la maîtrise/du ciblage de l'inflation), elle pourrait en revanche de nouveau faire figure de casse-tête pour les dirigeants de la zone CFA si l'euro venait à s'apprécier fortement.

## Des réformes s'imposent pour relancer le développement du secteur privé et améliorer la gouvernance en Afrique

La capacité à atténuer les chocs dépend fortement de l'aptitude des dirigeants africains à diversifier leur économie. A cet égard, il est impératif de développer les secteurs privés locaux et d'améliorer la gouvernance économique et politique sur le continent.

Malgré les avancées enregistrées en matière de gestion macro-économique, peu d'efforts ont encore été consentis afin de créer un environnement propice au développement du secteur privé. En Afrique, les entreprises restent confrontées à des coûts élevés liés aux incertitudes relatives aux politiques publiques mises en oeuvre, à l'insuffisance des infrastructures, au manque d'accès à des ressources permettant de financer l'investissement et aux services bancaires, ainsi qu'à la lourdeur des procédures et de la réglementation qui régissent la création et la vie des entreprises.

### ***Il faut renforcer les petites et moyennes entreprises (PME)***

Les PME favorisent la diversification de l'économie, sont une source de création de richesse et constituent l'essentiel des gisements d'emplois pour les futures générations d'Africains. Pourtant, alors que l'on a, pendant des décennies, cherché à lever les freins juridiques et financiers à la formation de capital, les PME constituent toujours le chaînon manquant de l'économie africaine (Repères N° 7 du Centre de développement, *Le financement des PME en Afrique*).

## L'amélioration de la gestion des revenus pétroliers en période de flambée des cours

Avec plus de 100 milliards de barils, le continent africain détenait 9 pour cent des réserves mondiales de pétrole à fin 2003 qui sont, pour moitié, situées en Afrique du Nord. Les pays producteurs d'Afrique subsaharienne se classent en trois catégories : les anciens pays pétroliers, dont la production est en déclin (Cameroun, Congo et Gabon) ; ceux où la production est toujours en progression (Angola et Nigeria) ; et les nouveaux pays pétroliers (Guinée équatoriale, São Tomé-et-Principe et Tchad). La plupart d'entre eux n'ont sembler-il pas su éviter la « malédiction » du pétrole et se trouvent aujourd'hui dans une situation de surendettement et de grande pauvreté. Aussi certains souhaitent-ils mettre à profit la période de forte remontée des cours depuis 2003 pour assurer, avec l'aide de la communauté internationale, une meilleure utilisation de leur surplus de recettes et une plus grande transparence du secteur pétrolier.

### Les différentes règles d'utilisation de la rente pétrolière

Plusieurs pays ont introduit des règles spécifiques d'utilisation des revenus du pétrole. Au Congo et au Nigeria, le budget est préparé en se fondant sur une estimation très prudente de l'évolution des cours ; tout surplus est déposé dans un compte spécial auprès de la banque centrale. Une partie importante des recettes pétrolières a ainsi été épargnée au Nigeria en 2004 à la faveur de l'envolée des cours.

Le gouvernement du Congo a pour sa part utilisé l'essentiel de l'excédent dégagé en 2004 pour régler les arriérés de sa dette extérieure, afin d'améliorer ses relations avec la communauté internationale. En Algérie, le budget de l'État pour 2005 entend comprimer sensiblement le déficit primaire non pétrolier, de manière à atténuer la dépendance des dépenses de l'État vis-à-vis des revenus pétroliers volatils, mettant ainsi fin à une politique budgétaire procyclique. La priorité accordée aux dépenses d'investissement depuis 2001 demeure, l'ajustement étant porté par les dépenses courantes.

### La transparence du secteur pétrolier

L'initiative sur la transparence des industries extractives (*Extractive Industries Transparency Initiative – EITI*) vise à encourager le partage d'informations entre pouvoirs publics et compagnies privées. Plusieurs pays pétroliers d'Afrique (le Nigeria en novembre 2003, l'Angola en juin 2003, le Tchad en octobre 2004, le Gabon en mai 2004 ainsi que le Congo et Sao-Tomé-et-Principe en juin 2004) ont exprimé leur intention d'adhérer à l'EITI afin d'améliorer la transparence de leurs recettes pétrolières. Ainsi, le Congo publie régulièrement sur son site Internet officiel des informations détaillées relatives aux opérations financières du secteur pétrolier, notamment sur les contrats avec les sociétés pétrolières (y compris sur les transactions financières controversées avec une compagnie pétrolière en 2003). En parallèle, il a mis fin à la pratique de la vente par anticipation du pétrole. Au Tchad, c'est une loi qui régit l'affectation des recettes pétrolières – 10 pour cent sont épargnés et le reste est alloué aux secteurs prioritaires – et rend obligatoire la publication des conclusions d'un audit externe indépendant effectué par un collège de contrôle et de surveillance des recettes pétrolières (*Petroleum Revenue Oversight and Control Committee*). Le Nigeria publie également les revenus pétroliers de l'État sur une base mensuelle.

Source : Banque africaine de développement et Centre de développement de l'OCDE, *Perspectives économiques en Afrique (2004/2005)*, encadré 4, Vue d'ensemble.

Un accès restreint au financement entrave considérablement le développement des PME. Afin de faciliter cet accès, il faudra améliorer le climat d'affaires, renforcer la capacité des PME à satisfaire aux exigences formelles des banques, promouvoir l'essor du système financier et diversifier les sources de financement, notamment en privilégiant les interdépendances au sein du secteur privé.

### ***Il faut redoubler d'efforts contre la corruption***

L'amélioration du climat d'affaires et le succès des réformes passent impérativement par une meilleure gouvernance économique et politique.

Si la démocratie a globalement gagné du terrain en Afrique, un haut niveau de corruption perdure dans de nombreux pays. L'attention portée à la bonne gouvernance s'intensifie. La démocratie a commencé à s'installer dans un certain nombre de pays au cours des dix dernières années, comme en témoigne la multiplication des partis politiques et

l'apaisement des conflits. Le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) et l'Union africaine jouent un rôle important à cet égard. Lancé en 2003, le Mécanisme africain d'examen par les pairs devrait produire une évaluation objective de la situation dans les pays d'Afrique et favoriser les avancées dans ce domaine.

Toutefois, selon *Transparency International*, la corruption a augmenté en Afrique entre 2000 et 2004, et ce sont les pays pétroliers riches tels que l'Angola, la Libye, le Nigeria et le Tchad qui affichent les indices de corruption les plus élevés. Les seules exceptions notables sont le Botswana et la Tunisie, qui ont déjà fait la moitié du chemin en direction d'une réduction sérieuse de la corruption.

L'existence de contre-pouvoirs et la surveillance exercée par la société civile favorisent la transparence des gouvernants et l'efficacité des pouvoirs publics. Le renforcement des systèmes de gestion des dépenses publiques pourrait non seulement déboucher sur une allocation plus efficiente des moyens, mais aussi accentuer la confiance de la communauté des bailleurs.

Pour consulter les *Repères* du Centre de développement

[www.oecd.org/dev/reperes](http://www.oecd.org/dev/reperes)

les *Cahiers de politique économique*

[www.oecd.org/dev/cahiers](http://www.oecd.org/dev/cahiers)

ou les nouveaux *Documents de travail*

[www.oecd.org/dev/dt](http://www.oecd.org/dev/dt)

Les opinions exprimées dans cet exposé sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OCDE, du Centre de développement ou de leurs pays membres



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : [www.oecd.org/dev](http://www.oecd.org/dev).

Centre de développement de l'OCDE  
« Le Seine St Germain »  
12 boulevard des Iles  
92130 Issy-les-Moulineaux, France  
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00  
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49  
mél : [cendev.contact@oecd.org](mailto:cendev.contact@oecd.org)